



Réforme de l'apprentissage: le gouvernement va passer "à la deuxième phase"

Pantin, 19 janv. 2018 (AFP) -

Le ministère du Travail va passer "à la deuxième phase" de la concertation pour réformer l'apprentissage, en recevant en bilatéral la semaine prochaine l'ensemble des acteurs pour discuter des sujets "qui fâchent", a annoncé vendredi Muriel Pénicaud.

Alors que la concertation lancée à l'automne a donné lieu ces dernières semaines à de vives tensions entre les régions et le Medef, la ministre a dit sa "confiance" d'arriver à une réforme permettant de "développer l'apprentissage massivement".

"Je ne suis pas inquiète, je suis confiante dans la volonté de tous, dans l'intérêt général des jeunes, de développer l'apprentissage. Nous avons des débats vifs, c'est aussi ça la démocratie", a-t-elle déclaré à la presse qui l'interrogeait sur la réforme en cours, lors d'un déplacement à Pantin sur l'"Erasmus des apprentis".

Sur les sujets "qui fâchent", de gouvernance et de financement, "nous allons passer à une deuxième phase".

"Dès la semaine prochaine, mon cabinet recevra en bilatéral l'ensemble des partenaires, partenaires sociaux et Régions, et ensuite je recevrai moi-même l'ensemble des partenaires avec mes collègues Jean-Michel Blanquer et Frédérique Vidal pour que nous puissions conclure sur ce sujet", a-t-elle précisé.

Par ailleurs, selon Matignon, Edouard Philippe doit recevoir le mois prochain les partenaires sociaux dans le cadre du second acte des réformes sociales (apprentissage, formation professionnelles et assurance chômage).

"Il recevra probablement les partenaires sociaux et les régions courant février", a-t-on indiqué dans l'entourage du Premier ministre.

Lors de sa visite à Pantin, Mme Pénicaud n'a pas répondu à la question de savoir si, comme l'affirment les régions, celles-ci conserveraient un droit d'opposition à l'ouverture d'un CFA (centre de formation des apprentis), renvoyant à la présentation globale de la réforme.

Jeudi, le Medef a annulé une réunion de négociation avec les syndicats programmée vendredi sur le sujet plus large de la formation professionnelle, en réclamant au gouvernement des "précisions" sur "la nature des engagements" pris vis-à-vis des régions. La réunion de synthèse de la concertation sur l'apprentissage prévue jeudi avait, elle aussi, été annulée.

"Pour développer massivement l'apprentissage dans notre pays, il faut bousculer beaucoup de choses dans la manière dont c'est organisé aujourd'hui", a dit la ministre.

"Là où j'ai confiance même si le débat est vif, c'est que tant du côté des régions que des partenaires sociaux, je n'ai vu que des partenaires qui ont la même conviction que nous, qu'il faut développer l'apprentissage massivement", a-t-elle poursuivi.

Dans un billet publié sur sa page LinkedIn, le patron du Medef, Pierre Gattaz, estime vendredi que "l'apprentissage est un sujet beaucoup trop important pour le laisser s'enliser dans une piètre lutte de pouvoir" et redit son opposition à un droit de veto des régions sur l'ouverture d'un CFA.

"Il faut très rapidement trancher et clarifier la situation pour que nous sachions si une véritable réforme de l'apprentissage, cruciale pour notre pays, est encore possible", affirme le patron du Medef.

dec-shu-map/shu/cam

Afp le 19 janv. 18 à 18 47.